

**Brésil - Election de M. Jair  
Bolsonaro - Réponse de M.  
Benjamin Griveaux, secrétaire  
d'Etat auprès du Premier ministre,  
porte-parole du gouvernement, à  
une question au gouvernement à  
l'Assemblée nationale**  
(Paris, 30 octobre 2018)

Vous l'avez dit, Monsieur le Député, dimanche, le peuple brésilien a choisi un nouveau président en la personne de Jair Bolsonaro, qui a été élu avec 55,1% des suffrages exprimés. C'est le choix souverain et démocratique du peuple brésilien, et il faut le respecter. Le parti de M. Bolsonaro constitue aujourd'hui la deuxième force politique du Congrès brésilien, derrière le Parti des travailleurs, dont le candidat, M. Haddad, a été défait dimanche, au second tour de l'élection présidentielle. L'investiture aura lieu le 1er janvier 2019 : il est donc encore trop tôt pour préjuger des véritables orientations du gouvernement que nommera M. Jair Bolsonaro. Mais je vous assure que nous suivrons avec une extrême vigilance l'organisation de ce nouveau gouvernement, la composition des équipes ministérielles et la constitution d'une majorité au Congrès.

Je veux rappeler que la France et le Brésil entretiennent un partenariat stratégique qui repose notamment sur des valeurs communes de respect et de promotion des principes démocratiques. C'est dans le respect de ces valeurs que la France souhaite poursuivre sa coopération avec le Brésil pour relever les grands défis de la planète - vous en avez énuméré quelques-uns -, dans les domaines de la paix, des droits de l'Homme, de la sécurité, mais aussi de la lutte contre le changement climatique, qui passe, je le dis très clairement, par la préservation de l'accord de Paris.

Enfin, la France continuera d'être attentive face à la montée des extrêmes, partout dans le monde, quels qu'ils soient, d'où qu'ils viennent. Nous placerons encore et toujours le respect de l'Etat de droit, du pluralisme et de la liberté d'information au coeur de nos valeurs. C'est l'engagement du président de la République et du gouvernement, qui se tient à ses côtés./.

(Source : site internet de l'Assemblée nationale)